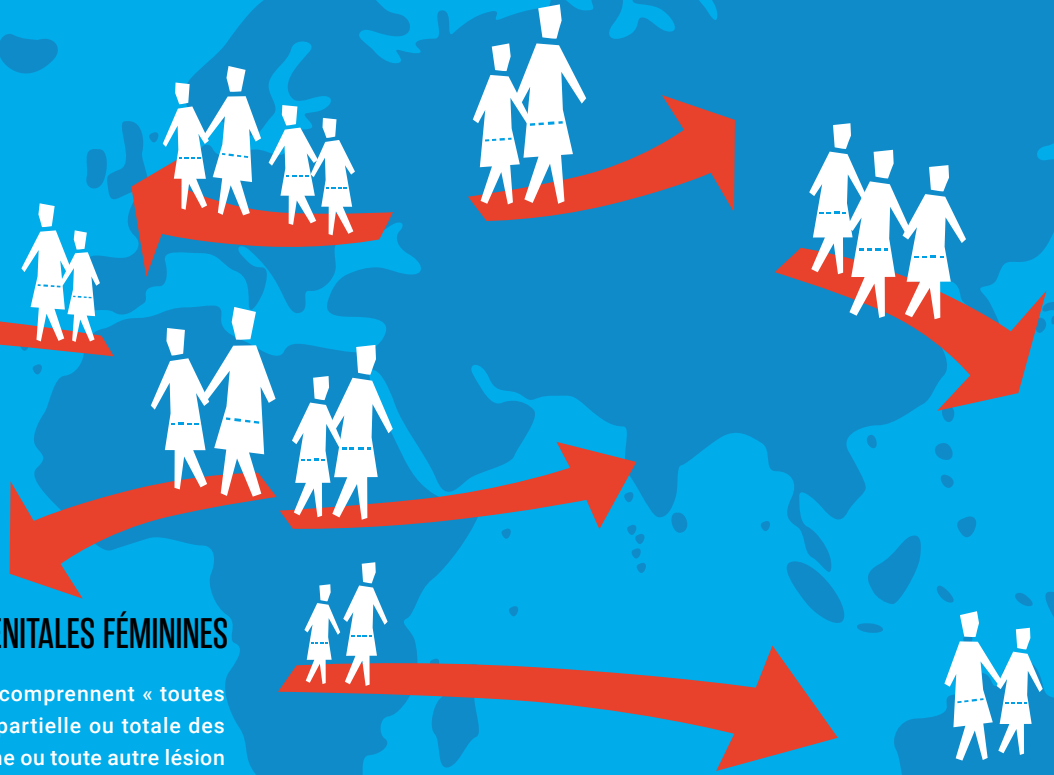


FICHE D'INFORMATION 2 SUR 4

LES MGF ET LA MIGRATION

POINTS CLÉS

MIGRATION,
DÉVELOPPEMENT,
PONTS ENTRE LES
CONTINENTS



DÉFINITION DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Les mutilations génitales féminines comprennent « toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins qui sont pratiquées pour des raisons non médicales » (Organisation mondiale de la santé).

LES MGF ET LES DROITS DES FEMMES

LES MGF sont mondialement reconnues comme une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles. Les MGF font partie de pratiques patriarcales plus larges, encrées dans les inégalités entre les sexes et visant à contrôler la sexualité des femmes et des filles, leurs corps et leurs droits sexuels et reproductifs.

Cette pratique prive les femmes et les filles de leur droit à jouir d'une intégrité physique et mentale ; à vivre sans violence ; à profiter du meilleur état de santé possible ; à ne pas subir de discrimination fondée sur le sexe ou de subir de torture et de traitements cruels, dégradants et inhumains, entre autres.



LES MGF DANS LE CADRE DES MIGRATIONS

AU NIVEAU INTERNATIONAL:

Les MGF ne se limitent pas au lieux où elles sont principalement pratiquées (l'Afrique et au Moyen-Orient) : on peut désormais les retrouver en Europe, aux États-Unis, au Canada, etc. à travers les communautés de migrants issues des pays concernés par les MGF et de leurs descendants.

AU NIVEAU EUROPÉEN:

Les MGF peuvent concerner les communautés de migrants et les filles dites de « deuxième et troisième générations » de migrants, issues de pays concernés par les MGF. Dans ce contexte, les MGF deviennent également une question d'intégration, qui se distingue de la violence basée sur le genre, des problèmes de santé et des droits de l'homme. En vertu de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967, les MGF constituent des actes de torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants. Les revendications liées aux MGF peuvent également être examinées dans le cadre de la Convention de Genève comme une discrimination fondée sur l'appartenance à un certain groupe social, la religion ou les opinions politiques. Dans l'UE, les femmes et les filles concernées par les MGF sont protégées par la directive européenne relative aux droits des victimes de crime, la directive « qualifications » relative à la protection internationale et la directive relative aux conditions d'accueil.

ESTIMATIONS & PRÉVALENCE



180,000 +

DE 180 000 FILLES RISQUENT
DE SUBIR DES MGF CHAQUE
ANNÉE DANS L'UE



125,000,000 +

DE 125 MILLIONS DE FILLES ET DE
FEMMES ONT SUBI DES MGF DANS
LE MONDE

LUTTER CONTRE LES MGF GRÂCE À DES MESURES DE DÉVELOPPEMENT

Dans les pays en développement, les communautés concernées par les MGF ont souvent de plus grandes priorités que l'abandon des MGF, telles que l'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux services d'assainissement, aux améliorations agricoles et à la transformation alimentaire. Il est essentiel d'incorporer l'abandon des MGF comme un élément fondamental à la réussite des objectifs de développement dans ces régions.

LUTTER CONTRE LES MGF GRÂCE À DES MESURES EN MATIÈRE DE MIGRATION

De nombreuses communautés de migrants concernées par les MGF maintiennent des liens étroits avec leurs pays d'origine, où les femmes et les filles sont envoyées pour subir des MGF. Ces liens influencent souvent la décision de pratiquer ou non les MGF. Afin de promouvoir l'abandon des MGF, il est essentiel de responsabiliser les diasporas en les faisant participer activement dans la conception d'approches spécialement adaptées pour lutter contre les MGF à la fois au sein de l'UE et dans les pays d'origine.

LUTTER CONTRE LES MGF GRÂCE À DES MESURES D'INTÉGRATION

Les MGF devraient être considérées comme une norme sociale : l'abandon de la pratique est un choix influencé par des facteurs culturels, psychologiques, sociaux et émotionnels complexes. Les diasporas dans l'UE sont susceptibles de prévenir et d'éradiquer les MGF. Afin de parvenir à l'abandon des MGF, il est crucial de mettre en place des mesures globales d'intégration visant à favoriser l'inclusion, à établir un dialogue interculturel et à responsabiliser les femmes.

CRÉER DES PONTS ENTRE LES CONTINENTS

La dimension mondiale des MGF requiert le développement d'opérations transnationales qui tentent de créer des ponts entre les communautés vivant à la fois en Europe et sur les continents concernés, particulièrement en Afrique.

Il est généralement admis que les liens entre les communautés dans les pays d'origine et les pays de destination ont un impact sur la décision de pratiquer ou non les MGF. Par conséquent, la dimension mondiale des MGF requiert le développement d'opérations transnationales qui tentent de créer des ponts entre les communautés vivant à la fois en Europe et dans les pays concernés.

QUELLES MESURES PRENDRE ?

- 1 Promouvoir les recherches sur la prévalence des MGF en Europe afin de mieux comprendre le phénomène dans le cadre des migrations et de déterminer des actions et des programmes concrets.
- 2 Soutenir les opérations visant à créer des ponts entre les migrants vivant en Europe et les communautés dans les pays d'origine.
- 3 Augmenter la capacité des systèmes d'accueil afin d'identifier les besoins spécifiques aux femmes et aux filles demandeuses d'asile ayant subi des MGF et d'y répondre.
- 4 Promouvoir des programmes d'interventions communautaires de bas en haut (bottom-up) fortement orientés sur l'inclusion des migrants.
- 5 Encourager les États membres de l'Union européenne à mettre pleinement en œuvre la directive européenne relative aux droits des victimes de crime (2011), la directive « Qualification » relative à la protection internationale (2013) et la directive relative aux conditions d'accueil (2015).
- 6 Garantir que les MGF sont intégrées dans des mesures et actions tangibles dans le nouveau Plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les pays en voie de développement.
- 7 Intégrer l'abandon des MGF dans toutes les initiatives de développement ciblant plusieurs secteurs (ex. : la santé, la gouvernance, l'éducation, la culture et l'autonomisation économique).
- 8 Garantir que les MGF sont clairement prises en compte dans le Cadre de développement post-2015 et dans les objectifs de développement durable.
- 9 Aborder l'élimination des MGF dans le dialogue politique avec les pays partenaires et les mécanismes régionaux.

BONNES PRATIQUES PROTÉGER LA PROCHAINE GÉNÉRATION

Protéger la nouvelle génération est un projet global mené par l'ONG française Équilibres & Populations au Mali. Le projet a pour but de mettre en place un programme pilote transposable et de démontrer par l'exemple sur le terrain qu'un changement social est possible et durable à partir du moment où les communautés considèrent elles-mêmes les MGF comme un obstacle à leur bien-être. Le projet inclut l'éducation et la formation des victimes de violations des droits de l'homme et de travailleurs et défenseurs des droits humains, ce qui a amené une grande partie des villages à s'engager à mettre un terme aux MGF. Depuis 2009, la communauté malienne vivant en France a été associée à ce projet.

Principaux résultats : Sur les 250 villages de la région, 125 ont décidé d'en finir avec les MGF. Plus de 900 femmes souffrant de complications dues aux MGF ont reçu des traitements médicaux/chirurgicaux. Les médecins, directeurs de centres de santé et aides-soignantes de la région ont été formés à traiter les complications dues aux MGF.

Une équipe de 15 acteurs médico-sociaux est en contact avec les communautés. Plus de 500 migrants de la région de Paris ont participé à des activités de sensibilisation. Une équipe de 10 éducateurs pour les pairs issus de la diaspora a été formée.

www.equipop.org

TOUS LES LIENS URL ICI

<http://goo.gl/WhLPYgHERE>

PAR



LE COORDINATEUR



LES PARTENAIRES



LES DONATEURS



Les idées exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les idées de l'UE.

N'hésitez pas à partager